Mots. Les langages du politique

68 | 2002

Les métaphores spatiales en politique

L'appropriation du mot *sud* par les militants Sud-PTT

Hélène Pernot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/7173>

DOI : 10.4000/mots.7173

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2002

Pagination : 109-121

ISBN : 2-84788-007-0

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Hélène Pernot, « L'appropriation du mot *sud* par les militants Sud-PTT », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 68 | 2002, mis en ligne le 30 avril 2008, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/7173> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.7173>

Hélène PERNOT^o

L'appropriation du mot *sud* par les militants Sud-PTT

Le cas du syndicat Sud-PTT constitue un terrain d'enquête fertile pour développer une analyse du mot *sud* et de son potentiel politisant, défini comme sa capacité à traduire de la conflictualité sociale et à exprimer un positionnement. C'est une contribution à cette analyse que je propose de conduire ici, en interrogeant cet usage d'un mot appartenant au vocabulaire de l'espace pour désigner une organisation syndicale et en étudiant l'appropriation du mot *sud* par les militants Sud-PTT. La notion d'appropriation renvoyant à un double processus de traduction et d'usage¹, je cherche à montrer comment les militants se sont approprié le mot *sud* en l'utilisant comme nom et en le traduisant dans une logique syndicale. Le phénomène de traduction retient particulièrement mon attention avec l'étude des correspondances qui peuvent être établies entre les significations du mot *sud*, les représentations et images qui lui sont ordinairement associées, et le projet syndical dont les militants sont porteurs. La notion de projet syndical désigne un ensemble, aux contours plus ou moins stabilisés, de représentations liées à un « devoir-être » du syndicalisme, de ses formes d'organisation et d'action et de ses visées, élaborées à partir des expériences et ressources sociales et militantes des personnes, et servant de repères dans l'action. Il varie d'un militant à l'autre. Toutefois, au sein d'une même organisation, un certain nombre de conceptions unificatrices sont identifiables. On peut d'ailleurs considérer que la Charte identitaire de Sud-PTT, texte consensuel adopté lors

^o Centre de politologie de Lyon, CERIIEP, IEP, 14 avenue Berthelot, 69000 Lyon Cedex 07.

1. Pour plus de détails sur la notion d'appropriation et sur ses usages scientifiques, voir P. Corcuff, *Constructions du mouvement ouvrier. Activités cognitives, pratiques unificatrices et conflits dans un syndicat de cheminots*, thèse sous la dir. de G. Althabe, EHESS, 1991. La notion y est définie comme « le double mouvement indissociable de l'interprétation et de l'usage "opéré par les acteurs" en fonction de leurs expériences antérieures et des propriétés des situations dans lesquelles ils sont impliqués » (p. 50).

du 1^{er} Congrès fédéral en 1989 (et révisé lors du congrès de 1999) objective ces conceptions. L'analyse des traductions révèle que le mot *sud* renvoie à des formes de conflictualité plus ou moins élargie², qui structurent les représentations du monde syndical, parfois plus généralement les représentations sociales, et que finalement, choisir de s'appeler *Sud*, c'est prendre position dans l'espace syndical.

Il existe aujourd'hui de nombreux syndicats Sud (Éducation, Rail, Chimie, Santé, etc.), mais c'est dans l'ancienne administration des PTT qu'est né, fin 1988, le premier Sud. Le propos s'appuie sur le cas de ce syndicat Sud-PTT et de ses militants, ceux qui ont importé ce mot dans le monde syndical, qui les premiers l'ont porté, ont parlé et agi sous lui. La fédération Sud-PTT unit aujourd'hui plus de 14.500 adhérents. Son audience électorale s'étend un peu plus à chaque élection professionnelle et elle est aujourd'hui, à La Poste et à France Télécom, la deuxième organisation après la CGT³.

L'analyse s'appuie sur différents types de données empiriques : du discours, recueilli principalement par le biais d'entretiens auprès de militants fédéraux ou locaux (dont trois « fondateurs », c'est-à-dire des militants qui ont participé à la création du syndicat), des réponses à un questionnaire sur le mot/nom *sud/Sud* diffusé à des militants par courrier électronique, des écrits militants (des écrits « officiels », essentiellement des résolutions de congrès)⁴.

L'analyse revient dans un premier temps sur le choix du nom *Sud*, le contexte dans lequel il s'est fait et les raisons qui ont pu jouer dans ce choix. Le second temps de l'analyse est consacré aux traductions syndicales du mot *sud*, aux antagonismes auxquels il renvoie, aux positionnements qu'il exprime, et contribue à dévoiler quelques-unes des facettes multiples du syndicalisme Sud et du « terreau idéologique » dans lequel celui-ci se développe.

2. Les formes de *conflictualité élargie* renvoient à et unifient plusieurs controverses, plusieurs antagonismes, par opposition aux formes de *conflictualité simple*, renvoyant elles à une controverse limitée. Voir P. Bacot, « Conflictualité sociale et geste électoral. Les formes de politisation dans les lieux de vote », *Revue française de science politique*, 1, 1993, p. 107-135.

3. Voir R. Damesin, J.-M. Denis, « Syndicalisme(s) Sud », *Les cahiers du GIP-MIS*, 11, avril 2001.

4. Ce travail s'inscrit en marge d'une recherche de thèse de doctorat de Science politique actuellement en cours sur le syndicalisme Sud-PTT, et plus précisément sur le fonctionnement interne de cette organisation.

Aux origines du nom *Sud*

Il semble opportun de revenir sur la naissance de Sud-PTT afin de penser l'opération de dénomination dans le contexte de la création du syndicat.

La création de Sud-PTT : la rupture avec la CFDT

À la fin des années 1980, le gouvernement Rocard engage un chantier de modernisation des services publics et l'administration des PTT lui sert de champ d'expérimentation. L'enjeu de privatisation des services publics apparaît. Parallèlement, sur le terrain syndical, la CFDT poursuit son « recentrage », réorientation stratégique entamée au milieu des années 1970 : abandon de l'engagement politique, valorisation des pratiques de négociation, réalisme. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, la CFDT s'engage dans une politique de soutien aux gouvernements qui se succèdent et de limitation de l'agitation sociale.

L'automne 1988 est marqué par un regain des luttes sociales, aux PTT, mais aussi dans le secteur de la santé avec les infirmières, ou encore dans celui des transports. Ces mouvements sont pour la plupart animés par des coordinations et bousculent les directions syndicales en rompant le monopole de l'organisation des luttes dont elles jouissaient jusque-là. Un certain nombre de militants, appartenant à la « gauche CFDT », soutiennent ces luttes et entretiennent l'agitation, ce qui va contribuer à exacerber des tensions préexistantes au sein de leur confédération. Celles-ci sont particulièrement fortes à l'intérieur de la fédération CFDT-PTT. La direction confédérale va alors lancer une entreprise de « nettoyage » dans ses rangs. Lors du congrès confédéral, qui se tient à Strasbourg en novembre 1988, Edmond Maire déclare à la tribune qu'il faut « exclure les moutons noirs de la contestation dont certains se réclament abusivement de la CFDT ». Les représentants de l'Union régionale Ile-de-France et les syndicats des services postaux de Paris seront suspendus. Les militants sanctionnés vont alors faire sécession et créer une nouvelle organisation qu'ils appelleront *Sud-PTT*, *Sud* pour *Solidaires, unitaires, démocratiques*.

Le choix du nom Sud : une part de hasard

Dans l'ouvrage consacré à Sud-PTT publié à l'occasion du 10^e anniversaire du syndicat⁵, on peut lire à propos du nom *Sud* : « L'invention en reviendrait à Claude, Toulousain exilé à Paris, qui, au cours d'une soirée arrosée, aurait lancé l'idée ». Interrogé par téléphone, ce militant, aujourd'hui de retour dans le sud, exprime quelques réticences à reconnaître la paternité du nom qu'il souhaite avant tout présenter comme un choix collectif. D'autre part, il ne se souvient pas de la « soirée arrosée » évoquée mais plutôt d'un repas entre collègues à la cantine. Claude faisait en 1988 partie du syndicat des bureaux de Poste parisiens, l'un des syndicats suspendus par la direction confédérale, et il semblerait que ce syndicat ait, durant les quelques semaines qui ont séparé la sortie de la CFDT de la création de la nouvelle organisation, utilisé le sigle *Sud*. Il se déclinait alors en *Syndicat unitaire et démocratique*.

Au fil des années, une légende semble s'être forgée autour du choix de ce nom et il est aujourd'hui difficile, dix ans après, de reconstruire avec précision l'enchaînement de faits qui a conduit à ce choix. C'est d'autant plus difficile que l'événement occupe une place marginale dans la mémoire militante. Ils ne s'agit pas pour les militants d'un événement clé de leur aventure.

La décision de s'appeler *Sud-PTT* a formellement été prise le 15 décembre 1988, jour de la tenue du congrès de l'Union régionale CFDT-PTT Ile-de-France, interdit par la fédération, au cours duquel la majorité des structures composant cette union décident de créer une nouvelle organisation. Les militants ont examiné plusieurs possibilités de noms. *Sud* était une proposition de noms parmi d'autres. Ils sont en fait partis d'un ensemble de mots – verbes, substantifs et adjectifs – choisis parce qu'ils résumaient bien leur projet syndical et ont tenté différents modes d'assemblage de ces mots entre eux et différents modes d'assemblage des initiales de ces mots⁶. En dehors de *Sud* (*Solidaires, Unitaires, Démocratiques*), la proposition retenue, on avait aussi *ASUR* (*Agir, Solidaires, Unir, Rassembler*), *UpA* (*Unir pour Agir*), *RpA* (*Rassembler pour Agir*), *SOL* (*Solidarité ou Solidaires*), *CRC* (*Coordonner, Rassembler, Construire*), *AIR* (*Agir, Informer, Rassembler*), *USE* (*Unitaires, Solidaires, Efficaces*), *CRAC* (*Coordonner, Rassembler, Agir, Construire*).

5. A. Coupé, A. Marchand, *Syndicalement incorrect. Sud-PTT une aventure collective*, Syllepse, 1998, p. 38.

6. Différentes possibilités de noms et de sigles ont été retrouvées sur une feuille dans les archives de la fédération Sud-PTT, matérialisation des réflexions qui ont eu cours au moment de la recherche du nom.

Le choix du mot *sud* est en quelque sorte un second choix. Les militants ont d'abord choisi des mots, et à ce moment-là le mot *sud* n'apparaît pas. Ils en ont ensuite formé d'autres à partir des initiales de ces mots, et c'est à ce moment-là seulement que le mot *sud* apparaît. Annick Coupé, l'une des fondatrices, explique au cours d'un entretien : « Alors on a cherché beaucoup autour de l'unité, de démocratie, disons les choses qui nous semblaient importantes. Unité, démocratie, solidarité... On a touillé autour de ça /.../ On a brassé dans l'ordre dans le désordre ces différents mots, etc. Bon, finalement on est tombé sur *Sud* ». Avant d'être un mot, *Sud* est un sigle et les militants sont « tombés » sur ce mot un peu par hasard. Tous insistent beaucoup sur les trois mots qui composent le sigle et qui évoquent les valeurs fondatrices de leur engagement et de leur action.

Les « bonnes raisons » d'un choix

Si le choix du nom *Sud* relève en partie du hasard, il a aussi fait l'objet d'un calcul. Une fois que la possibilité de ce nom est apparue, parmi d'autres choix possibles, et qu'il a fallu arbitrer, les militants se sont interrogés pour déterminer quelle était la solution la meilleure, la plus conforme à leurs objectifs, la plus adéquate compte tenu des contraintes qui s'imposaient à eux. À ce moment-là, de « bonnes raisons » pour choisir *Sud*, mais aussi pour ne pas choisir *Sud*, ont été explicitement formulées⁷ et les discours produits après coup par les militants fondateurs permettent de reconstituer en partie les motifs qui ont pu être avancés dans les discussions et qui ont pu jouer dans le choix du nom.

Sud est né, et évolue encore aujourd'hui, dans un contexte de faiblesse du syndicalisme et de pluralisme très marqué, voire d'éclatement du monde syndical. Les salariés semblent manifester de plus en plus d'indifférence, parfois même un rejet, à l'égard des organisations syndicales dont ils ont le plus souvent une image floue et dont ils perçoivent peu les différences. *Sud* était soumis à une exigence de visibilité, d'autant que des élections professionnelles étaient prévues en mars 1989, trois mois seulement après la création. Les militants voulaient trouver un nom qui « accroche », pour se faire remarquer, mais aussi séduire. *Sud* a semblé répondre à ces critères. C'est un mot jusque-là inédit dans l'univers

7. Le choix du nom a fait l'objet d'une réflexion et de calculs mais Claude tiendra à préciser au cours d'un entretien téléphonique, peut-être pour marquer l'importance mineure accordée à ce problème, « On n'a pas fait trois ans d'étude pour décider qu'on s'appellerait *Sud* ».

syndical, renvoyant au vocabulaire ordinaire (non politique). C'est un nom facile à mémoriser. Annick Coupé explique au cours d'un entretien : « La première raison pour avoir choisi le nom *Sud*, c'était qu'on s'en rappellerait facilement /.../ C'est vrai que quand vous créez un nouveau syndicat, il faut un sigle pour que les gens s'en souviennent. Déjà, les sigles c'est compliqué, donc si vous faites un sigle X, Y, machin etc. Donc on s'est dit, c'est vrai, que *Sud*, les gens s'en rappelleraient plus facilement ». Le nom *Sud* renvoie à du connu, il échappe à l'obscurité du sigle classique, sort de « la traditionnelle suite de lettres sans signification », marque « une rupture avec les sigles conventionnels » et « colle bien à l'état d'esprit de rupture que veulent ses adhérents » (propos de militants locaux). Il fait image. Il fait sens. En outre, les significations et images auxquelles il renvoie sont perçues comme positives : « En général le Sud, c'est quelque chose que les gens apprécient » et le mot a des « connotations sympathiques » (propos de militants locaux) et donc susceptibles de rejaillir positivement sur l'image du syndicat.

Si l'accord sur le nom s'est fait sans trop de difficultés, le choix de *Sud* suscitait toutefois quelques réticences, dont on retrouve des indices dans le discours des fondateurs aujourd'hui, notamment des réticences liées à la crainte de ne pas être crédibles, que le nom ne fasse « pas très sérieux » et que le projet soit alors perçu comme « farfelu ». Annick Coupé explique au cours d'un entretien : « On voulait montrer qu'on était des gens sérieux. Qu'on n'était pas qu'une bande de zozos un peu allumés, avec de douces utopies dans la tête ».

Parmi les militants interrogés, aucun ne critique ou ne regrette aujourd'hui le choix du nom *Sud*. Tous pensent que ce fut une bonne idée⁸ et semblent s'être approprié le mot *sud*. Ils en acceptent l'usage pour désigner leur organisation, d'autant plus qu'ils sont à même de l'investir de significations syndicales et d'en faire l'expression, même partielle, de leur projet syndical.

Les traductions syndicales du mot Sud

Les traductions syndicales du mot *sud* sont produites par l'articulation entre les significations de ce mot, les images et représentations qui lui sont ordinairement associées, et les différentes dimensions du projet syndical dont les militants sont porteurs. Le mot *sud* peut être associé à des antagonismes qui structurent les représentations du monde syndical,

8. Étant donné que la création de Sud-PTT est perçue comme une réussite par les militants, il était très improbable que ces derniers remettent en cause le choix du nom.

voire plus largement du monde social, et le choix du nom *Sud* peut alors apparaître comme une prise de position dans l'espace syndical.

Le Sud s'oppose au Nord : l'anti-libéralisme

Le mot *sud* a un sens géographique. Il désigne l'« ensemble des régions situées (au moins en majeure partie) dans l'hémisphère Sud »⁹, par opposition au mot *nord* qui désigne l'ensemble des régions situées dans l'hémisphère Nord. Cette division géographique du monde s'est aujourd'hui teintée d'une coloration idéologique. Le Nord tend en effet à être associé à l'idéologie libérale ou capitaliste¹⁰ et le Sud tend à être associé à l'idéologie anti-libérale ou anti-capitaliste. L'anti-libéralisme est un pilier idéologique du projet syndical sudiste : « La fédération Sud se prononce pour une rupture profonde avec la logique capitaliste » (Charte identitaire) et entend combattre « la vague néo-libérale lancée et soutenue par les États-Unis, les multinationales et la CEE » (résolution « Action », 1^{er} Congrès, 1989).

Dans les représentations militantes, les contours et la localisation du Nord idéologique ne correspondent qu'en partie à la réalité géographique. En effet, « le système capitaliste n'a pas de frontières » (Charte identitaire) et il fait des victimes tant au Nord qu'au Sud. Le libéralisme est décrit comme un « rouleau compresseur /.../ qui n'épargne aucun secteur de la vie sociale, et même aucune zone de la planète » : « au développement du chômage, de la précarité et de la misère des pays dits développés correspondent la mise à sac du Tiers-Monde, des pays de l'Est, et la pauvreté qui s'y généralise » (Charte identitaire). Il faut alors « développer des solidarités », « constituer un front d'opposition associant au Nord et au Sud toutes les associations et organisations qui refusent la logique libérale » et « créer ainsi un rapport de forces au-delà des frontières » (projet de résolution « Interprofessionnel et transformation sociale », 5^e Congrès, 1999). Ainsi, si Sud s'oppose à un Nord, c'est à un Nord idéologique et non géographique.

9. *Le Petit Robert 1*, 1984.

10. Les militants rencontrés utilisent indifféremment l'un et l'autre terme. Au moment de la création de Sud, à la fin des années 1980, le terme *(anti-)capitaliste* était plus volontiers utilisé, alors qu'aujourd'hui, le discours militant mobilise plutôt le terme *(anti-)libéral*.

Le Sud est en bas : l'anti-hiérarchisme, le basisme

Du fait des représentations cartographiques ordinaires, le sud, c'est ce qui est en bas. Le mot *sud* renvoie à une opposition haut/bas, plus fréquemment déclinée dans le discours syndical en opposition base/sommet. Les concepts de hiérarchie et de domination sont très couramment l'objet de représentations verticalisées¹¹ : celui qui a le pouvoir, c'est celui qui est en haut et celui qui le subit est situé en bas. Le discours Sud est un discours de dénonciation des hiérarchies, de toutes les formes de domination et de distribution inégalitaire du pouvoir. Ce qui vient d'en haut et ce qui se trouve en haut est généralement déprécié alors que ce qui est en bas et ce qui vient d'en bas est valorisé. Ainsi, le graphisme du logo privilégie les lettres minuscules « en hommage à ceux d'en bas », « contre l'arrogance des lettres majuscules »¹². Le discours journalistique utilise souvent les expressions « culte de la base » ou « religion de la base » pour caractériser le syndicalisme Sud mais on trouve aussi l'expression « idéologie basiste » dans des textes militants¹³. Comme l'anti-libéralisme, l'anti-hiérarchisme et le basisme sont des piliers idéologiques du projet syndical Sud.

Ce refus de la logique hiérarchique s'applique aux relations de travail à l'intérieur de l'entreprise. La Charte identitaire affirme la nécessité de lutter contre l'« organisation hiérarchique » du travail. L'autorité dont jouissent les « sommets dirigeants de l'entreprise » n'est pas reconnue comme légitime.

L'anti-hiérarchisme s'applique aussi aux relations internes à l'organisation syndicale, relations entre les différents niveaux de structures et relations entre les militants. La Charte identitaire affirme que la fédération est « opposée à toute conception donnant à l'échelon national un pouvoir hiérarchique sur les syndicats » et proclame son attachement au fédéralisme. La fédération doit être « équilibrée dans son fonctionnement de bas en haut ». L'idée d'un haut et d'un bas de l'organisation est maintenue, mais toute connotation hiérarchique est évacuée. La fédération est située au-dessus des syndicats non parce qu'elle est un lieu de pouvoir mais parce qu'elle est un lieu d'unification et de dépassement

11. Pour P. Bacot, la « *politisation verticale*, forme de représentation globale de la conflictualité sociale utilisant explicitement ou implicitement la métaphore d'un positionnement dans l'espace selon un axe vertical » est « le mode de politisation peut-être le plus élémentaire et, de ce fait, le plus répandu » (P. Bacot, *op. cit.*, p. 123).

12. A. Coupé, A. Marchand, *op. cit.*, p. 38-39.

13. Voir dans A.-M. Hetzel, J. Lefèvre, R. Mouriaux, M. Tournier, *Le syndicalisme à mots découverts. Dictionnaire des fréquences (1971-1990)*, Syllepse, 1998, le chapitre consacré au mot *base* et à ses usages dans le discours officiel des confédérations syndicales.

de la diversité des syndicats départementaux. Ainsi, le *haut* peut être connoté positivement lorsqu'il est intégré dans des représentations dynamiques, exprimant ainsi l'idée d'élévation, de dépassement, de montée en généralité. La structuration confédérale a été rejetée par les militants fondateurs. Annick Coupé explique en entretien leur souci d'avoir un outil syndical maitrisable et de n'avoir personne qui vienne « [leur] donner des ordres de là-haut ». Un militant local en entretien tiendra le même type de discours en expliquant son rejet d'un mode de fonctionnement avec « une confédération qui décide en haut et puis qui répartit ensuite sur toutes les unions départementales du syndicat ». Le fait qu'un grand nombre de militants Sud ont auparavant connu des expériences conflictuelles avec des directions syndicales, à la CFDT mais aussi à la CGT, explique en partie l'importance de la dimension anti-hiérarchique dans le projet syndical Sud et le développement explicite d'une conception basiste de la démocratie. À l'origine de la rupture des fondateurs avec la CFDT, et donc à l'origine de la création de Sud, on a un conflit base/sommet, un conflit avec une direction syndicale qui impose des orientations non conformes aux volontés de sa base et des sanctions venues du « sommet » de l'appareil syndical. Les organisations syndicales autres que Sud sont perçues comme fonctionnant sur une logique hiérarchique. Par exemple, un militant d'un syndicat local explique en entretien que la CGT a « un fonctionnement qui part de la direction vers les départements, vers la base, c'est-à-dire que les ordres viennent d'en haut, quoi ».

L'anti-hiérarchisme se manifeste enfin dans le développement d'une conception basiste de l'action syndicale. Un militant local exprime en entretien une « volonté de respecter la volonté de la base, de ne pas trop envoyer de trucs d'en haut ».

Tant à l'intérieur de l'organisation que dans le rapport aux salariés, la souveraineté de la base est affirmée. Cette conception est un héritage de la CFDT des années 1970 et du projet autogestionnaire qu'elle portait à l'époque.

Au Sud il fait chaud : primat des luttes et convivialité

Dans leurs réponses à la question « Le mot *sud*, qu'est-ce qu'il évoque pour vous ? », les militants associent quasi systématiquement le mot *sud* à l'idée de chaleur et/ou de soleil. L'un des premiers logos (très inspiré du logo de la CFDT-PTT Ile-de-France de l'époque, avec des lettres capitales et des motifs triangulaires) a été abandonné à cause de sa « froi-

deur géométrique » et de sa « technicité un peu froide »¹⁴. Se positionner au Sud, c'est se positionner là où il fait chaud. L'opposition chaud/froid renvoie à deux types de clivages activables dans le monde syndical, un clivage lié aux pratiques syndicales (pratiques de lutte/pratiques de négociation) et un clivage lié aux modes relationnels à l'intérieur de l'organisation (convivialité/bureaucratie).

L'idée de chaleur peut donc tout d'abord être mobilisée pour qualifier les relations à l'intérieur de l'organisation : des relations conviviales, chaleureuses, personnelles, par rapport à la « froideur bureaucratique » qui caractérise les rapports militants, essentiellement fonctionnels et hiérarchiques, à l'intérieur d'autres organisations syndicales, comme à la CGT par exemple. Les militants, lorsqu'ils reviennent sur leur entrée à Sud, évoquent souvent la chaleur dégagée par les militants Sud et la bonne ambiance qui règne à l'intérieur de l'organisation.

L'idée de chaleur renvoie ensuite au mode d'intervention privilégié par le projet syndical sudiste : la lutte, la contestation, la construction d'un rapport de forces. Les militants dénoncent la négociation « à froid », sans mobilisation, sans construction préalable d'un rapport de forces. La résolution « Identité » adoptée lors du 1^{er} Congrès affirme que « les luttes sont le principal moteur du changement ». La Charte identitaire développe la même idée : « La concertation et la négociation, aussi importantes soient-elles dans l'activité syndicale, suffisent rarement à imposer à elles seules la satisfaction des revendications /.../ C'est donc fondamentalement le rapport de forces créé dans et par les luttes qui est déterminant pour gagner ». Les clivages chaud/froid et base/sommet sont superposables. Lors du congrès confédéral CFDT de 1988, Annick Coupé, alors secrétaire de la région Ile-de-France CFDT PTT, dénonce ainsi à la tribune les négociations « conduites à froid au sommet », un mode d'action jugé peu efficace pour la satisfaction des revendications des salariés et suscitant « de nombreuses incompréhensions entre la base et le sommet de l'organisation syndicale ». Si le froid est associé à la négociation entre les sommets (directions syndicales, directions d'entreprise et gouvernement) le chaud est lui associé à l'agitation sociale produite à la base sur le terrain. La métaphore climatique est fréquemment utilisée dans le discours journalistique pour appréhender l'état des relations sociales à l'intérieur d'un pays : on parle de « climat social », de « rentrée chaude », d'« automne chaud », de « journées chaudes » pour exprimer l'idée d'agitation sociale. C'est plus généralement, le lexique de la chaleur et du feu qui est exploité pour dire l'agitation so-

14. Voir A. Coupé., A. Marchand, *op. cit.*, p. 38-39.

ciala avec des « incendies revendicatifs » et des luttes sociale qui « explosent » et « mettent le feu ».

L'un des éléments qui fondaient l'opposition des futurs sudistes à l'intérieur de la CFDT, c'est le recentrage que celle-ci avait commencé à opérer à partir du milieu des années 1970 et surtout à partir du congrès confédéral de 1979, recentrage qui marquait un choix exclusif pour un « syndicalisme à froid », un syndicalisme de négociation, et une renonciation aux luttes sur le terrain.

Le Sud est ouvert : un engagement interprofessionnel social et mondial

Dans les représentations militantes, le mot *sud* est associé à l'idée d'ouverture¹⁵, vers un ailleurs. Par exemple, un militant interrogé sur les idées associées aux mots *nord* et *sud* explique que « le Nord est plus introverti et le Sud extraverti ». Cette idée est fidèle à la démarche syndicale portée par Sud, celle du refus de l'« enfermement corporatiste »¹⁶, celle d'un syndicalisme « hors les murs », « qui ne s'arrête pas aux portes de [l']entreprise »¹⁷. Cet ailleurs vers lequel l'ouverture s'effectue, c'est à la fois les secteurs professionnels autres que celui constitué par La Poste et France Telecom, mais c'est aussi l'ensemble du mouvement social, en France et dans le monde entier. Le principe d'ouverture est posé dans les textes officiels dès la création du syndicat. La résolution « Identité » adoptée lors du 1^{er} Congrès de 1989 affirme : « La fédération Sud-PTT n'entend pas réduire sa réflexion et son champ d'intervention à ce seul domaine professionnel [les PTT], sous peine de tomber dans un syndicalisme de corporation ». La résolution « Perspectives » adoptée lors de ce même congrès affirme que Sud doit « éviter de se laisser enfermer dans le rôle d'une fédération autonome », que son ambition n'est pas de se « cantonner dans un secteur professionnel » ou de « s'isoler dans un repli minorisant », mais bien de « s'ouvrir aux réalités interprofessionnelles ainsi qu'internationales » pour avoir une vision « plus large » que celle des « syndicats corporatistes ». Les militants reprennent cette rhétorique et l'un d'entre eux affirme par exemple une volonté de « ne pas rester dans son pré carré professionnel ». L'opposition ouverture/fermeture renvoie aussi à une opposition large/étroit : la critique porte tantôt sur l'« enfermement cor-

15. L'idée d'ouverture peut aussi être reliée à celle de convivialité introduite précédemment.

16. L'expression a été relevée dans G. Groux, R. Mouriaux, *La CFDT*, Economica, 1989.

17. Expressions relevées dans A. Coupé., A. Marchand, *op. cit.*

poratiste », tantôt sur les intérêts ou les revendications « étroitement corporatistes ».

Ce discours sur l'élargissement de l'action syndicale et sur son glissement hors de l'entreprise, vers un ailleurs, cohabite avec un discours sur la proximité, très présent chez les militants Sud. Il faut agir au plus près des travailleurs et « éviter les débats et décisions éloignées des préoccupations du personnel » (résolution « Action » adoptée lors du 1^{er} Congrès). En théorie, les deux discours ne sont pas incompatibles (même si en pratique, la conciliation des deux objectifs n'est pas toujours facile) et cette dialectique du proche et du lointain est caractéristique du discours Sud.

L'analyse de l'appropriation du mot *sud* par les militants du syndicat Sud-PTT, et plus précisément des traductions syndicales de celui-ci, a permis de mettre en lumière quelques-unes des lignes de forces du projet syndical sudiste, dans ses dimensions indissociablement idéologiques et pratiques, en donnant ainsi les « coordonnées » de la position Sud dans l'espace syndical.

L'usage du mot *sud* pour désigner une organisation syndicale peut être analysé comme s'inscrivant dans une opération de valorisation de l'organisation syndicale et de distinction. Il contribue à donner une coloration positive et différente à un syndicat qui évolue et doit faire sa place dans un espace dévalorisé et caractérisé par un pluralisme très marqué. L'usage du mot *sud* s'inscrit aussi dans une opération de « sensibilisation », au sens de rendre sensible par la mobilisation des sens, du discours syndical. Ce processus renforce l'accessibilité du discours syndical, sa capacité à être reçu par le « profane ». Les mots de l'espace, puisque ce sont eux qui nous intéressent particulièrement ici, et notamment les mots *sud*, *haut* et *bas*, peuvent ainsi servir d'appuis dans la compréhension et l'expression de la réalité syndicale en lui donnant une dimension concrète et familière. Il font le lien entre la perception et l'entendement.

Le mot *sud* présente une grande richesse sémantique, et surtout symbolique, qui ouvre à des réappropriations et traductions multiples. Certains militants évoquent un mot « fourre-tout », « flou », avec des « connotations énigmatiques ». Certains expriment aussi leurs réticences par rapport à la traduction syndicale du mot *sud* et des doutes quant à sa portée politique. Ils considèrent que si l'on peut effectivement rapprocher ce mot de certaines dimensions du syndicalisme Sud, l'intérêt et la pertinence de l'opération ne sont pas manifestes. Un militant dira, dans ses réponses au questionnaire diffusé par courrier électronique, « si on s'était appelé *Ouest*, on aurait certainement pu, avec un

peu de mauvaise foi, bricoler des rapprochements ». L'opération de traduction passe par une sélection de significations, images et représentations associées au mot *sud* et cette sélection s'opère en fonction de la capacité de ces significations, images et représentations à exprimer ce que l'on veut exprimer. Elle est ainsi intéressée, guidée par le sens que l'on veut produire, et elle laisse de côté les représentations et images qui sont dissonantes par rapport au projet syndical sudiste.

La question des effets sur les perceptions et représentations du syndicat Sud de l'usage du mot *sud*, peut être inversée et interroger les effets sur le mot *sud* des représentations associées au syndicalisme Sud. Les mots sont un peu comme des éponges, ils absorbent du sens au cours de leurs usages, et il est vraisemblable que les pratiques qui se développent dans le monde syndical sous le nom *Sud* et la manière dont elles sont perçues rejaillissent et redéfinissent en partie de stock de significations, images et représentations véhiculées par celui-ci. L'usage du mot *sud* donne une coloration aux pratiques et discours sudistes, mais ces derniers donnent aussi une coloration au mot. Dans le monde syndical, et peut-être aussi au-delà, le mot *sud* renvoie à la radicalité, à la contestation, perçue positivement (salutaire, juste) ou négativement (irresponsable, nuisible) selon la position qu'on occupe.